
Mémoires et identités de l'agglomération lyonnaise

Echos de la Journée Prospective du 19 Janvier 2000

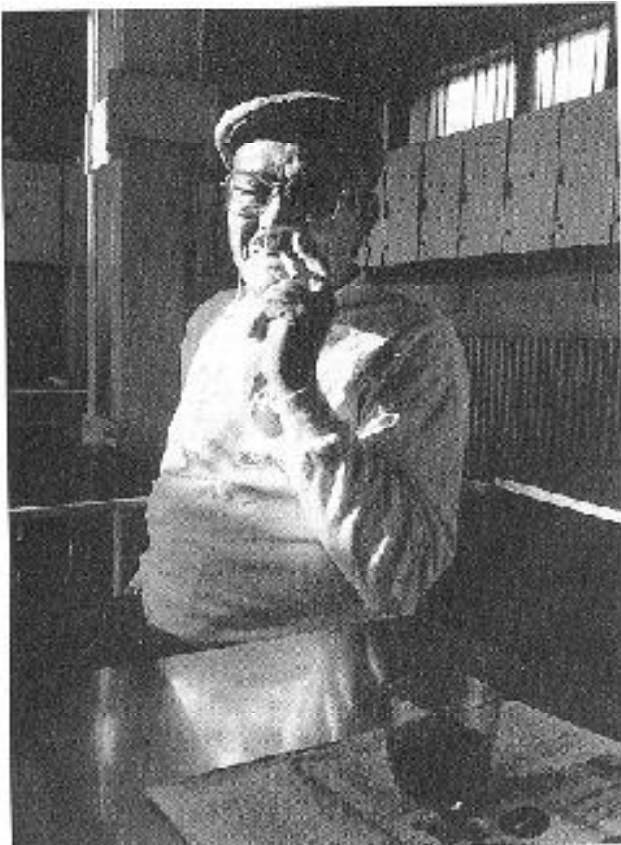
Secrétariat Général - Mission Prospective et Stratégie d'Agglomération

La démarche Millénaire 3 initiée par le Président du Grand Lyon fin 1997 vise à élaborer le projet de développement de l'agglomération lyonnaise pour le début des années 2000. Elle met en oeuvre une méthode : redonner toute sa place au débat public dans la vie collective de l'agglomération par l'organisation de journées de prospective sur les thèmes de société importants. Ces journées sont ouvertes à tous. Elles permettent d'élaborer un début de culture commune et d'associer le maximum d'acteurs à la construction collective d'un avenir commun.

En présentant les objectifs de cette première journée prospective de l'année 2000, Jacques Mounier, vice-président du Grand Lyon chargé de la stratégie, a souhaité que l'on puisse parvenir à «réintégrer la mémoire populaire et les apports de l'immigration» dans l'histoire lyonnaise. Guy Barriolade, secrétaire général du Grand Lyon, a d'ailleurs rappelé que l'enjeu pour l'agglomération lyonnaise consiste aujourd'hui à «favoriser l'émergence d'une identité nouvelle à partir des racines de toutes ses composantes».

Les jeux de mémoire

Pour Philippe Dujardin, professeur à l'Université Jean-Monnet de Saint-Etienne, l'enjeu est celui de «l'aristocratisation d'un âge démocratique», au sens de la distinction de certains lieux ou de personnes vis-à-vis d'une société qui prône l'égalité de tous, et dont les valeurs sont en difficulté. Or, comment imaginer ce qui «fait valeur» aujourd'hui ? Il faut faire référence à une nouvelle époque : celle du «présent d'invention». Les modalités de la transmission seront-elles bientôt inversées ? Hier, du plus âgé au plus



jeune ; demain, du plus jeune au plus âgé... Car si nous ne sommes plus capables de répondre à la question essentielle «Où sont nos morts ?» nous ne pourrions aider les plus jeunes, en particulier ceux issus de l'immigration, à construire un avenir.

Industrialisation, immigration et peuplement

Philippe Videlier, chercheur au CNRS, rappelle ainsi qu'en 1926, le journal *Guignol* commentait ainsi le recense-

ment général de la population : «On est effrayé de voir combien peu de bons Lyonnais restent dans notre ville !». Dans l'entre-deux-guerres, plus du quart des adultes de l'agglomération n'en est pas originaire : «Sous l'effet de l'effort de guerre et de l'industrialisation massive, la population de Villeurbanne est multipliée par trois en moins de vingt ans et celle de Vénissieux par cinq ou six. On imagine aisément la violence des changements sociaux, humains et culturels qui ont ainsi produit le territoire lyonnais au cours de toute cette période».

Un monde ouvrier, très hétérogène par son origine, très homogène par sa situation économique et sociale, émerge à Lyon et surtout en banlieue. Une ville comme Vénissieux accueille 80% d'ouvriers en 1920, tandis que Décines, autre ville ouvrière, devient un espace d'accueil des migrations, notamment pour les Arméniens chassés par les Turcs. Leurs relations avec la ville-centre sont placées sous le signe des tensions et des conflits sociaux qui marquent le paysage local. Ceci d'autant plus fortement que l'annexion récente des communes voisines de Lyon (Vaise, la Croix-Rousse, la Guillotière...) et les velléités d'annexion de Villeurbanne, au début du siècle, ont placé leurs rapports sous le signe de l'autorité. Cette tendance conflictuelle se poursuivra pendant une bonne partie du XXe siècle, alors même qu'en matière de population, la ville-centre ne représente plus progressivement que le tiers environ de l'agglomération. Pour Philippe Videlier, ces tendances existent toujours, mais chacun est désormais conscient de la nécessité de «bâtir un avenir partagé».

Mentalités ouvrières

Dans le quartier de la Guillotière, confirme Maurice Moissonnier, historien, les mentalités se sont structurées au rythme de la vie quotidienne des ouvriers. Vaste quartier populaire, espace de contradictions culturelles, mais bien différent de celui de la Croix-Rousse, également ouvrier, la Guille, comme l'appellent familièrement les Lyonnais, « connaît une double appartenance identitaire » : entre Dauphiné et Lyonnais, du fait du rattachement tardif de la rive gauche du Rhône ; entre banlieue et centre-ville, du fait de son statut particulier de terre d'accueil de toutes les migrations. Le « melting pot » s'est constitué dès la fin des années 1880, lorsque la grande dépression économique touche à sa fin en Europe, que les besoins de main d'œuvre ouvrière dépassent les capacités nationales et que le nombre des personnes déplacées du fait des guerres civiles ou des génocides va croissant. Ainsi se forme peu à peu une classe ouvrière d'origine étrangère que les syndicats du cru peinent à organiser. Tony Garnier est chargé d'imaginer un vaste complexe « syndicalo-culturel » place Jean Macé (la Bourse du Travail ira finalement s'installer place Guichard), tandis que les syndicats du bâtiment n'inscrivent la notion de solidarité avec les travailleurs étrangers dans leur programme de travail qu'à l'aube des grèves de 1936. Pour Maurice Moissonnier, les problèmes d'alors sont en partie les mêmes que ceux d'aujourd'hui : comment accueillir, imaginer des passerelles et donc intégrer des populations hétérogènes dans l'agglomération ? Une solution réside dans le soutien à apporter aux acteurs sociaux « positifs » — passeurs, média-

teurs... — et dans la mise à disposition des communautés de lieux de rencontre, d'échange et d'ouverture.

Fabriquer de l'intégration

Yves Crozet (Laboratoire d'économie des transports) a relevé, au cours du débat, les risques que comportent, selon lui, les « démarches identitaires » à visée excluante, alors que leur intérêt véritable serait de « fabriquer de l'intégration ». Car il s'agit aujourd'hui de parvenir à « renouveler les dynamiques originales qui ont fait l'identité de Lyon » et de ne pas considérer celle-ci comme figée. Jean-Marie Auzias a affirmé pour sa part que la mémoire sert moins à une « restitution » qu'à une « refondation », et insisté sur « la nécessité d'une rencontre entre les spécialistes et les mémoires populaires » qui ne se fait que « trop rarement ». Xavier Patrouillard, membre du Conseil économique et social régional, a souligné que « les banlieues continuent de faire peur », car on ne sait pas ce qui peut y « faire valeur ». « C'est vrai, a répliqué Philippe Dujardin, mais ceux qui font peur ont peur aussi ; peur de n'avoir pas encore d'avenir et déjà plus de passé ». Une image forte, qui donne davantage encore de champ d'action aux politiques publiques...

Nouvelles populations, nouvelles identités ?

N'y aurait-il déjà plus d'avenir pour les « populations nouvelles » ? Pas si sûr, a expliqué Jean-Claude Barthez, sociologue, en évoquant les rapides mutations du tissu économique et de l'emploi du secondaire vers le tertiaire.

Des emplois oui, mais une identité, c'est autre chose... La conséquence est bien connue en France : «l'usine à intégration» a quasiment disparu du paysage social avec les symboles qui lui étaient liés (syndicats, comités d'entreprises, système d'apprentissage, caisses de solidarité, etc.). Et avec la disparition de cet «ascenseur social», de cette machine à intégrer que proposait jadis le travail salarié, la société a perdu l'un de ses moteurs majeurs. De fait, dans les quartiers dits sensibles, «le travail n'est plus un facteur d'intégration, même s'il reste l'un des seuls moyens d'y parvenir», estime J.C. Barthez.

De son côté, Bruno Voisin, sociologue à l'Agence d'urbanisme du Grand Lyon, détaille les transformations de la vie sociale dans les grands ensembles à travers ce qu'il nomme «les trois âges de la vie associative». La première période (les années 60 et 70) est celle de «l'illusion lyrique», sous le leadership des classes moyennes, marquées par le thème de l'éducation populaire et par la «relation conflictuelle» entretenue avec les institutions. Elle est marquée par certaines capacités d'intégration, mais limitées en général aux milieux moins défavorisés. La seconde époque oscille «entre médiation et révolte» (les années 80 à 90). Marquée par la montée du chômage, notamment celui des jeunes, et les difficultés du «modèle français d'intégration», elle se traduit par l'émergence de dispositifs sociaux et d'insertion par l'économie (du côté des institutions) et des vagues de violence, puis de mobilisation plus ou moins spontanée dans les quartiers «chauds» (Vénissieux, puis Vaulx-en-Velin, Bron, les quartiers périphériques de Lyon, etc.). Enfin, la troisième étape (depuis le milieu des années

90) se traduit par «l'éclatement des tensions identitaires» qui, pour B. Voisin, renforcent les dynamiques communautaires et «contribuent à affaiblir l'espace public local».

La mémoire de ces quartiers existe toutefois. La reconnaissance sociale de cette réalité devrait cependant inclure «la reconnaissance des pratiques culturelles et d'appartenances religieuses dans leurs différentes dimensions sociales et éthiques. Car l'agglomération a plus à gagner d'une dynamique d'intégration que d'une crispation sur l'assimilation», selon Bruno Voisin.

Mémoires éclatées, événements fédérateurs ?

Michel Dubois, chef de projet DSU à La Duchère, évoque lui aussi une «identité ethnique» qui n'avait pas été programmée dans ce quartier de 12 000 habitants dont, en revanche, «l'identité physique» ne fait guère de doute, avec la plus longue barre de l'agglomération (plus de 900 logements d'un seul tenant) et la plus haute tour d'habitation de toute la ville.

«Sur quoi va-t-on construire les projets, quelle mémoire, quelle démarche, sinon en s'appuyant sur les habitants, interroge Michel Dubois. Il existe peu d'écrits, pas de monuments (sauf celui érigé à la mémoire des victimes du massacre d'Oran pendant la guerre d'Algérie) et de rares signes extérieurs qui permettraient de valoriser, par exemple, la mémoire arabe du quartier». Pourtant, depuis 1965, les quatre religions les plus importantes représentées dans le

quartier (dont l'islam) dialoguent sous la forme d'une association conçue comme «un rempart face à l'exclusion et à la violence».

Actes d'identité et de mémoire

Daniel Pelligra, l'un des responsables du projet «L'Escale», trouvait là une excellente transition pour expliquer la démarche de l'association Peuplement et Migrations. L'Escale, dont le projet est en cours de montage à Vaulx-en-Velin avec l'appui d'un certain nombre de partenaires, est à la fois

«un lieu de rencontre et d'échanges autour de l'immigration, mais aussi un projet culturel et muséographique de découverte de la richesse des apports de l'immigration, de conservation de la mémoire des migrants».

En conclusion, Philippe Dujardin a rappelé que lorsqu'un jeune n'a pas de passé (parce que celui-ci est occulté) et qu'il n' imagine pas avoir un avenir (parce que le chômage est là et que l'insertion reste problématique), «il n'est pas étonnant que le présent soit évidemment violent»...

